



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

3 1 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/03/2023
Reçu en préfecture le 30/03/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20230330-23_A_SE_0210-AR

S2LO

ARRÊTÉ N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0210

du 30 MARS 2023

fixant les dotations supplémentaires
pour 2022 au titre des revalorisations
salariales du Ségur de la santé 1 dans les
établissements et services médico-sociaux
de compétence départementale et gérés
par l'Association UDAF

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur de la santé 1, conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 16 décembre 2022 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0213 du 25 juillet 2022 modifiant la capacité du service d'accompagnement à la vie sociale géré par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0370 du 19 décembre 2022 fixant la dotation complémentaire 2022 au titre des revalorisations salariales dites « Loi Castex » dans les établissements et services médico-sociaux de compétence départementale et gérés par l'Association UDAF ;

CONSIDERANT les informations transmises par les gestionnaires d'établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap et de compétence départementale, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par les revalorisations effectives au 1^{er} avril 2022, à savoir les personnels exerçant des fonctions socio-éducatives recensés par les gestionnaires ;

CONSIDERANT qu'il a été versé une dotation complémentaire au titre de l'année 2022 pour les revalorisations salariales des personnels socio-éducatifs, calculée sur la base des crédits inscrits en décision modificative n°1 de 2022 par le Conseil Départemental, soit 230 000 €, montant total inférieur à celui des revalorisations 2022 constatées auprès des gestionnaires ;

CONSIDERANT que les revalorisations salariales des personnels socio-éducatifs consistent en des dépenses nouvelles financées par les Départements dans les conditions de droit commun d'opposabilité à l'autorité de tarification, à l'exception de celles concernant les établissements et services médico-sociaux cofinancés par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et par le Département de la Vienne, et dans le cadre d'un plafonnement de ses financements par la Direction Générale de la Cohésion Sociale, conduisant à la répartition d'une somme entre les Départements ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au versement, pour les revalorisations salariales des personnels socio-éducatifs, au complément de dotation au titre de l'année 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels assurant des fonctions socio-éducatives, en complément de la dotation complémentaire 2022, il est alloué à l'Association UDAF un montant de 14 589 € correspondant à 6 équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels. Elle s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	ETP retenus	Complément prévisionnel 2022
860012475	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale	6	14 589 €

Elle sera versée en une seule fois sous forme de dotation.

Son montant a été établi sur la base des montants recensés auprès du gestionnaire au titre des 9 mois concernés sur 2022 et en tenant compte de la dotation complémentaire déjà versée conformément à l'arrêté susvisé du 19 décembre 2022.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration

du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc **d'un mois** à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

ARTICLE 3: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, l'Association gestionnaire et la Direction du Service, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

